

Philippe Donnay

«Le vrai problème, aujourd'hui, ce n'est pas l'indexation automatique des salaires»

INTERVIEW

CHRISTOPHE DE CAEVEL

Depuis le 1^{er} mai, Philippe Donnay est le nouveau commissaire au Plan. Il dirige une entreprise d'une centaine de personnes, chargée de fournir des informations macroéconomiques au monde politique. Dans un premier entretien à L'Echo, Philippe Donnay s'attarde sur le coût du vieillissement et le déficit de compétitivité de l'économie belge.

La Belgique vient de sortir de la procédure de déficit excessif. Le budget est-il définitivement sorti de l'ornière?

Non. À moyen terme et à politique constante, nous restons avec un déficit structurel. L'ajustement budgétaire doit donc se poursuivre, afin de dégager un boni structurel de 0,75% comme nous l'impose la Commission européenne. La question est de savoir à quel rythme poursuivre cet ajustement, sachant qu'il faudra aussi financer le vieillissement. Ça fait quinze ans qu'on en parle mais, maintenant, le vieillissement commence à avoir un coût.

Cela signifie-t-il qu'il faudrait relever l'âge de la pension?

Ce n'est pas le Bureau du plan qui répondra à cela. Des réformes ont été réalisées sur les pensions anticipées, nous verrons si l'impact est suffisant ou pas. Ce qui est clair, c'est qu'une stratégie budgétaire, seule, ne suffira pas pour financer le vieillissement. Il faudra aussi de la croissance.

Mais il y a aussi des aspects positifs: ne soyons pas négativistes. Les perspectives démographiques devraient ainsi générer une baisse tendancielle du chômage.

Vous avez évoqué le rythme de l'assainissement. Faut-il reporter l'échéance du retour à l'équilibre?

Il y a deux balises. D'une part, il ne faut pas tuer la reprise; d'autre part, il faut éviter l'effet boule de neige. Le solde primaire doit être suffisant pour enrayer cet effet boule de neige, relancé avec la crise. À l'intérieur de ces balises, je crois qu'il existe de l'espace pour une juste voie et pour une certaine équité intergénérationnelle.

Vous voulez dire: de l'espace pour «la recette belge»...

Chaque pays est confronté à cela. La Belgique était l'un des bons élèves en matière de financement du vieillissement, elle a reculé dans le classement. Nous disposons de plusieurs leviers d'action pour rectifier cela: le préfinancement, l'amélioration de la productivité, une nouvelle réforme des pensions... Le Bureau du plan peut donner des pistes et faire des simulations, mais ce sont les futurs gouvernements qui trancheront.

Les dernières prévisions du Bureau du plan tablaient sur une croissance de 1,4% en 2014. Reste-t-on bien dans ce scénario?

Oui, nous devons encore finaliser mais le chiffre ne devrait pas être très éloigné. Il n'y aura pas de forte révision, ça nous change des années antérieures. La conjoncture internationale reste plutôt favorable, le scénario de redémarrage se poursuit, de manière lente certes, mais plutôt stable. Presque tous les pays européens ont renoué avec la croissance. C'est le cas pour l'Espagne et la Grèce, tandis que l'Italie s'est stabilisée. Ce sont des signes tangents d'une amélioration.

Pour profiter de cette reprise, la Belgique ne doit-elle pas agir rapidement en faveur de la compétitivité de ses entreprises?

Notre compétitivité est effectivement mise à mal dans le secteur manufacturier. Il n'y a pas que les coûts salariaux. Il y a aussi le prix de l'énergie et des facteurs non-coûts. En matière d'innovation par exemple, la Belgique n'est pas mauvaise. Mais l'innovation est très concentrée dans quelques secteurs, comme la pharmacie. Et, en outre, nous avons des difficultés dans la traduction de la recherche - où nous excellons souvent - en de véritables processus industriels.

L'industrie de réseaux (électronique, télécoms...) tire moins bien notre croissance que dans les pays voisins. Depuis les années 70, en raison de choix d'investissement, nous sommes en perte de vitesse dans les fabrications électroniques. Nous avons pris du retard dans les services informatiques, alors que c'est un secteur en forte croissance.

Selon vous, le problème est donc bien différent de celui du coût du travail...

Ce problème existe bien entendu, la Commission le pointe en préconisant un tax shift pour réduire la fiscalité sur le travail.

Elle invite aussi à revoir l'indexation automatique des salaires...

Je ne crois pas que ce soit sur la table. Il faut envisager le coût salarial dans un ensemble, avec les réductions de cotisations sociales. Avec une inflation aussi basse - 0,7% en 2014 et 1,2% en 2015 -, les vrais problèmes de compétitivité sont ailleurs. Les experts du groupe Compétitivité et Emploi (Bureau du plan,

BNB, Conseil central de l'Économie, SPF Emploi, SPF Économie) planchent maintenant sur les aspects sectoriels de la compétitivité, sur les facteurs qui expliquent les difficultés de l'industrie.

Durant la campagne électorale, il a été décidé qu'à l'avenir le Bureau du plan devrait chiffrer les programmes politiques.

Qu'en pensez-vous?

Cela sort de nos missions habituelles. Mais nous avons cinq ans pour trouver la bonne manière de faire. De nombreuses questions méthodologiques se posent: reprenons-nous le modèle de la KUL pour le volet fiscal? Comment l'intégrons-nous dans nos propres modèles? Travaillons-nous pour tous les niveaux de pouvoir?

Il y a aussi la question de l'indépendance: vous étiez chef de cabinet cdH, les autres partis accepteront-ils vos conclusions?

L'indépendance en Belgique est toujours quelque chose de relatif... C'est pour cela que la question de la méthode est cruciale. Il faut absolument préserver l'institution des injonctions diverses. Ce serait mettre à mal la Belgique par rapport aux instances européennes, à qui nous transmettons énormément de données. Nous devons pouvoir expliquer nos chiffres, bien établir ce que nous publions et comment nous le ferons. Et, bien entendu, nous aurons besoin de moyens...

CV EXPRESS

Philippe Donnay, 39 ans, est Brabançon.

Diplômé en sciences économiques, il a travaillé 5 ans pour la **banque De-groof**, avant de diriger le centre d'étude du cdH, puis de devenir le conseiller économique de la **FEB**.

En 2008, il a commencé son parcours dans les cabinets cdH, auprès de **Josly Piette** puis **Joëlle Milquet**, dont il fut le chef de cabinet.

En dehors des chiffres et de la politique, Philippe Donnay adore **cuisiner** et faire de la **plongée**.

Pour la FEB, la croissance est là, mais pas les investissements...

Si la reprise de la croissance pointe du nez, il n'en va pas de même pour les investissements des entreprises, et pour l'emploi. Sur ces fronts-là, les signaux restent dans le rouge, avertit la FEB.

NATHALIE BAMPS

Les clignotants de l'économie belge sont repassés dans le vert: la confiance des consommateurs et des entreprises a retrouvé des couleurs, la croissance continue à grappiller des points (0,3% fin 2013, 0,4% au 1^{er} trimestre 2014). La reprise économique se confirme donc. Et, d'après l'enquête réalisée par la Fédération des entreprises de Belgique (FEB) auprès de ses membres, la tendance devrait se poursuivre durant la seconde moitié de l'année 2014.

Sur l'ensemble des secteurs sondés, seuls 13% évoquent un ralentissement, et 47% tablent sur une augmentation de l'activité dans les six prochains mois. «C'est un peu moins qu'au semestre précédent, mais c'est bien plus que les niveaux enregistrés ces dernières années», note Pieter Timmermans, l'administrateur-délégué de la FEB.

Que des bonnes nouvelles pour le prochain gouvernement qui va se mettre en place dans les semaines (ou mois?) qui viennent? Non. Après avoir soufflé le chaud, la FEB enclenche l'airco: cette embellie conjoncturelle ne se traduit pas en terme d'investissements. «Or, les investissements d'aujourd'hui, ce sont les emplois de demain», signale Pieter Timmermans. Le niveau des investissements des entreprises est toujours inférieur de 10% au niveau d'avant crise. Et la

situation ne va pas s'améliorer: seuls 28% des secteurs tablent sur une hausse des investissements dans les six prochains mois, et 56% tablent sur une stabilisation.

Sur le front de l'emploi, c'est donc la douche froide. «La situation reste extrêmement délicate. L'emploi total dépasse de 3% son niveau d'avant la crise. Mais la création nette d'emploi se fait quasi intégralement dans le secteur non-marchand», remarque Pieter Timmermans. Dans les secteurs clés, comme la construction ou l'industrie, il y a eu en revanche davantage de pertes d'emplois que de créations. Et cette tendance devrait se poursuivre, constate la FEB. «L'image n'est pas positive», note Timmermans. Près de 50% des secteurs estiment que l'emploi va encore diminuer. Seuls les TIC et l'intérim parlent de reprise.

Conclusion: si l'économie se redresse, le potentiel de croissance reste trop faible pour sortir définitivement la tête de l'eau. La FEB replaide donc, à nouveau, pour un choc de compétitivité. Et espère pouvoir trouver la réponse à ses attentes auprès du prochain gouvernement. La FEB ne croit pas à la piste consistant à doper les salaires pour stimuler la croissance via la demande intérieure. «40% de la consommation des ménages trouve son origine à l'étranger, note la fédération. L'effet positif d'une injection de pouvoir d'achat sera donc de courte durée».

Pour la FEB, il faut par contre réduire notre handicap salarial par rapport à nos voisins, et en particulier l'Allemagne. «Car, conclut Pieter Timmermans, si nous commençons à avoir des difficultés à exporter vers notre principal partenaire, là on sera face à un gros problème...»

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS

